

Seul le prononcé fait foi

Chers amis,
Chère Laura,
Cher David,
Cher Jean-Christophe,

Il y a un an, pour la première fois comme Premier ministre, je conclusais ces Universités d'été ...

Douze mois ont passé. Chaque jour, avec le Président de la République, le gouvernement, la majorité – à l'Assemblée, cher Claude, cher Bruno, au Sénat, cher Didier – nous avons continué de répondre aux attentes, aux espoirs, aux inquiétudes des Français.

Deux faits structurants – ô combien différents – ont marqué notre action. Le premier est une menace qu'il faut conjurer. Le second, une perspective sur laquelle il faut travailler.

*

Premier fait : nous pouvons plutôt parler d'un choc. Les attentats de janvier qui ont frappé notre pays au cœur. Le 11 janvier, la France était debout. Et les Français, avec force, dignité, ont envoyé un message très clair.

Notre époque a cette fâcheuse tendance à vouloir vite passer à autre chose avant que d'avoir tiré les leçons. Mais enfin ! Ces trois jours où des Français, terroristes du jihad, ont assassiné des journalistes, symboles de la liberté d'expression, des policiers, représentants de l'ordre républicain, des salariés au travail, des juifs parce qu'ils étaient juifs, et ce sursaut –républicain, quoi qu'en disent les polémistes ! –, cette attente qui s'est affirmée doivent être une exigence de tous les instants. Le terrorisme est une menace structurante, une menace élevée, qui va durer.

*

Second fait : le retour de la croissance. Il y a douze mois, l'état d'esprit était un peu différent. Certains – c'était leur droit – proposaient d'autres choix ...

Aujourd'hui, la croissance est là ; c'est ainsi que nous ferons baisser le chômage. Oh pas de triomphalisme ! Il y a les incertitudes de la crise financière asiatique. Mais il y a aussi des facteurs positifs : la croissance américaine, la baisse du prix du pétrole, ce qui est bon pour le pouvoir d'achat, la baisse des taux d'intérêt, la baisse de l'euro – bonne pour nos exportations – grâce à la politique favorable de la BCE pour laquelle nous nous sommes battus.

Les premiers résultats sont là. Ils sont encore insuffisants pour combattre le désespoir de nombre de nos concitoyens, mais suffisants pour affirmer que nous sommes sur la bonne voie, pour raviver l'espoir, pour réussir.

*

11 janvier. Retour de la croissance. Ces faits disent nos priorités : réformer sans relâche pour consolider notre économie, notre modèle social, et renforcer sans cesse notre cohésion. C'est de cela que je veux vous parler. Et deux mots doivent nous guider : volontarisme et constance.

Le volontarisme fait la grandeur de notre engagement. C'est le contraire des petits calculs tacticiens que les Français ne supportent plus. Nous qui croyons au progrès, nous savons que c'est à force de volonté qu'ont été conquis les droits que nous sommes fiers de défendre aujourd'hui.

Aux fatalistes, aux déclinistes, nous répondons : aimer la France, c'est croire en elle. La décrier, c'est l'abandonner.

Volontarisme, mais aussi constance. Les hésitations ne mènent nulle part. A droite, certains, pressés de revenir au pouvoir, sont prêts à adopter, tour à tour, tous les points de vue. Les Français ne sont pas dupes !

Nous, nous savons ce que nous sommes. Dans un monde d'incertitudes, d'instabilités, où tout change si vite, nous devons être forts.

*

Forts pour répondre à ce défi majeur, colossal, des grandes migrations. L'Europe, à ses frontières, sur son sol, au milieu de la Méditerranée, est touchée de plein fouet par les conséquences de phénomènes massifs : effondrement des Etats comme en Lybie, guerre en Syrie, en Irak, crise humanitaire dans la corne de l'Afrique, désordres climatiques en Afrique sub-saharienne et plus largement aspirations au départ de ceux qui cherchent une vie meilleure.

Depuis des mois, il y a un drame humain, une hécatombe. Des migrants bravent tous les dangers, supportent la souffrance, rencontrent la mort. Encore 71 corps sans vie, retrouvés entassés, il y a deux jours, dans un camion en Autriche. 71 destins brisés.

Depuis le début de l'année, le nombre d'entrées irrégulières dans l'espace Schengen a atteint 340 000. Beaucoup, proviennent des Balkans, pour aller en Allemagne. C'est trois fois plus que l'année dernière. Ce mouvement s'accélère. Et il va durer.

Alors, notre devoir, c'est de trouver des réponses durables, fondées sur des valeurs : humanité, responsabilité, fermeté.

Humanité parce que les migrants doivent être traités dignement. Abrisés, soignés.

Responsabilité parce que nous sommes viscéralement attachés au droit d'asile. Ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la torture, les oppressions, doivent être accueillis. Et donc, chaque demande d'asile doit être examinée. Rapidement.

Je veux vous citer une phrase qui m'a bouleversé : « *Donnez-moi vos pauvres, vos exténués, qui, en rangs serrés, aspirent à vivre libres, le rebut de vos rivages surpeuplés, envoyez-moi ces déshérités rejetés par la tempête ... de ma lumière, j'éclaire la porte d'or* ».

Cette phrase est martelée sur le socle – oui, le socle – de la Statue de la liberté, cadeau de la France à la jeune démocratie américaine, phare du monde nouveau, lueur d'espoir pour des millions d'âmes. La France, par ce cadeau aux Etats-Unis d'Amérique, n'a pas seulement offert un extraordinaire ouvrage d'architecture. Elle a transmis une partie de son âme et de son message universel, prolongeant les liens noués par l'Hermione de LAFAYETTE, et que la nouvelle Hermione – j'étais à son bord hier – continue de tisser aujourd'hui.

C'est la fidélité à ce message, à cet héritage qui guide notre action aujourd'hui. Nous avons adopté la loi sur l'asile qui réduira les délais d'instruction. Dès le mois de juin, nous avons pris des mesures humanitaires fortes, décidé un plan d'urgence offrant 12 000 places d'hébergement supplémentaires par rapport à il y a trois ans. C'est une augmentation de 45 % pour instruire dignement les 60 à 70 000

demandes d'asile – le chiffre est stable – que notre pays reçoit chaque année. En Allemagne, on parle de 800 000 !

Enfin, fermé. Il y a les migrants, éligibles au droit d'asile. Il y a aussi une immigration économique, irrégulière. Face à cela, il faut des règles strictes, la plus grande intransigeance pour lutter – et je pense à Calais, et la coopération franco-britannique – contre les passeurs, les trafiquants d'espoir qui se repaissent de la misère humaine.

Aucun pays européen ne parviendra à faire face seul ! Encore moins les pays de première entrée. Comme l'ont dit, avec force, Sigmar GABRIEL et Frank-Walter STEINMEIER : l'Europe doit être à la hauteur.

La France assume ses responsabilités. L'Allemagne également. Le Président de la République et la Chancelière allemande portent une initiative commune, sur la base d'un document rédigé par les deux ministres de l'Intérieur, Bernard CAZENEUVE et Thomas DE MAIZIERE. D'abord, il faut converger vers un système unifié d'asile. Ensuite, il faut renforcer les politiques de retour. Aider, enfin, les pays limitrophes à faire face et réfléchir au déploiement de gardes-frontières européens. L'espace Schengen, ce n'est pas simplement l'abolition des frontières entre Etats-membres. C'est aussi le contrôle de nos frontières extérieures. L'oublier, c'est le mettre en péril. C'est pourquoi, il faut aussi des hot-spots – des centres d'accueil en Italie, Grèce, pour distinguer réfugiés, demandeurs d'asile et migrants irréguliers.

Mais aucune réponse durable ne sera trouvée sans une politique ambitieuse de développement, sans que nous nous tournions vers les pays du Sud qui ne doivent pas se vider de leurs talents, de leur jeunesse. Regarder au-delà de la Méditerranée, construire des liens nouveaux avec l'Afrique – continent de demain – c'est un grand projet pour l'Europe et pour la France.

Nous prenons les choses en main. Et j'appelle la droite à faire preuve de cohérence. Un jour, elle rejoint Angela MERKEL et nous donne des leçons ! Un autre, elle est contre la Chancelière allemande, alors qu'en matière de migrations, celle-ci prend, avec la France, les bonnes décisions, et que le gouvernement allemand de coalition combat l'extrême droite. La droite française, elle, court derrière le FN !

L'opposition est incohérente. Nous devons incarner la responsabilité, la stabilité, la protection. Etre cette force qui met notre pays en mouvement.

1. Volontarisme et constance pour continuer de consolider notre économie et notre modèle social

Mes chers amis,

Il faut du volontarisme et de la constance. D'abord, pour redresser notre économie.

L'économie, ce n'est pas un objectif en soi. Tu as raison, Jean-Christophe ! D'abord les valeurs ! Travail, émancipation des individus, égalité, protection. Je l'ai dit, il y a quelques jours. Ce sont nos valeurs qui définissent nos choix économiques. Et pas l'économie qui dicte nos valeurs.

*

Nous avons identifié les problèmes. C'est un diagnostic pragmatique, pas idéologique : endettement, perte de compétitivité, décrochage de notre industrie, TPE et PME en difficulté pour embaucher, rigidités et blocages.

Ces problèmes, nous les avons attaqués à la racine. Depuis 2012, nous réformons. Et nous continuerons.

Pour notre souveraineté ! 50 milliards d'économie sont programmés entre 2015 et 2017, pour faire passer le déficit en-dessous de la barre des 3 %. Nous n'en dévierons pas ! Et nous continuerons à financer nos priorités : emploi, sécurité, école, culture, mais aussi investissement des collectivités. Je l'ai dit cette semaine à nos élus : nous y consacrerons un fonds d'un milliard d'euros.

Nous continuerons à agir, avec la même force, pour la compétitivité de nos entreprises, grâce au CICE et au Pacte de responsabilité et de solidarité. Les acteurs économiques ont besoin de visibilité. Sinon, comment bâtir le moindre projet ou embaucher ? La stabilité, la cohérence, c'est le socle de la confiance. Les zigzags, ce sont les sables mouvants de la défiance.

Notre pays s'engage pour les entreprises. Aux entreprises de s'engager pour notre pays, pour sa croissance, ses emplois. D'elles nous attendons qu'elles sachent prendre des initiatives. Prendre des risques. C'est cela entreprendre !

Nous allons, enfin, continuer la réforme fiscale.

Le premier acte, c'était de rendre l'impôt plus progressif, de demander aux plus riches de contribuer davantage ! Nous avons créé la tranche à 45 %, mieux taxé les revenus financiers, réformé l'impôt sur la fortune, lutté contre la fraude fiscale. Avec des résultats ! Jamais l'ISF n'a autant rapporté. Aujourd'hui : 70 % de l'impôt sur le revenu est payé par 10 % des Français les plus riches ! Dans une même logique, nous avons fait en sorte que les allocations familiales, bénéficient d'abord aux familles qui ont le plus besoin, et notamment celles des catégories populaires et des classes moyennes.

Le deuxième acte, c'était de baisser l'impôt des Français. Aujourd'hui cette baisse est là : 9 millions de ménages le constatent sur leur avis d'imposition. En moyenne, ce sont 300 euros d'impôt sur le revenu en moins, et donc 300 euros de pouvoir d'achat en plus, pour des ménages des classes moyennes et des classes populaires. Cette baisse va continuer. Le Président de la République l'a annoncé. Elle sera inscrite dans le projet de loi de finances pour 2016.

Le troisième acte, c'est la grande réforme des finances locales, avec la réforme de la dotation globale de fonctionnement et un vrai système de péréquation. Ce sont des sujets que la droite n'avait pas traités ! Ce qui ne l'empêche pas de tenir des propos contradictoires.

Et le quatrième acte, ce sera le prélèvement à la source en 2018, décidé par le chef de l'Etat. C'est ce gouvernement qui l'engage ! Sans retour possible !

Payer des impôts, c'est normal, c'est être citoyen. Mais payer trop d'impôts, c'est injuste, et c'est inefficace. Nous redonnons à la fiscalité tout son sens : faire contribuer équitablement, sans jamais décourager !

*

Nous continuons de mener les réformes profondes dont notre économie a besoin.

En poursuivant le mouvement engagé par la première loi croissance et activité par Emmanuel MACRON !

En encourageant la création de valeur dans le domaine du numérique !

Et en continuant à réformer notre marché du travail, pour mieux garantir les droits de ceux qui ont un emploi, tout en facilitant l'accès de ceux qui n'en ont pas !

Je l'ai déjà dit l'an dernier : il n'est pas question de revenir sur la durée légale du temps de travail. Ce débat est clos. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas le passé, c'est l'avenir et notre agenda pour écrire le contrat social du 21^e siècle.

Robert BADINTER et Antoine LYON CAEN – deux figures de la gauche – font ce constat d'un code du travail si complexe qu'il en est devenu inefficace : activité bridée, salariés qui ne connaissent plus leurs droits. Il faut revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation. Jean-Denis COMBEXELLE travaille à des propositions. Il faut lui faire confiance. Il est celui qui, avec Hortense ARCHAMBAULT et Jean-Patrick GILLE, a permis de trouver une solution garantissant le régime des intermittents. La gauche est elle-même quand elle est inventive !

Nous devons donner plus de latitude aux employeurs, aux salariés et à leurs représentants pour décider eux-mêmes de leur politique de formation, d'organisation du travail, d'insertion des jeunes par des négociations au plus près de leurs besoins. Ce sera plus de souplesse pour les entreprises et, grâce à un dialogue social redynamisé, des droits – à la formation, à la prise en compte de la pénibilité – mieux assurés pour les salariés.

C'est l'objectif également du compte personnel d'activité. Il suivra les salariés tout au long de leur carrière, y compris pendant les périodes de chômage, justement quand le besoin de formation est le plus évident. La sécurité sociale professionnelle, c'est un vieux rêve de la gauche. Nous le concrétisons !

Et nous faisons la preuve qu'on peut agir pour les entreprises et pour les salariés. Pas de faux débats ! Nous partageons les mêmes objectifs ! Alors, retrouvons-nous sur les moyens de les atteindre. On peut lever les contraintes, tout en protégeant !

*

Protéger, c'est aussi protéger nos secteurs industriels stratégiques - défense, énergie, transports ... C'est lutter contre une loi du marché qui ne respecterait pas les règles ou qui serait injuste.

Voilà pourquoi, avec Stéphane LE FOLL, nous défendons notre agriculture. Les éleveurs français subissent de plein fouet la concurrence d'autres pays, la course vers des prix toujours plus bas. Beaucoup ne peuvent plus, aujourd'hui, vivre de leur métier. Alors, nous allégeons leurs charges, nous les aidons à moderniser leur exploitation, à exporter.

Il faut encourager ces jeunes agriculteurs, ces petits exploitants, qui triment et aiment profondément leur métier. Voilà ce que c'est, défendre la valeur travail ! Le travail qui rémunère justement, qui motive parce qu'il donne à chacun sa place. Le travail plutôt que la rente !

*

Nous continuons aussi de porter les réformes en Europe.

L'Europe, c'est le grand destin de notre Nation. Passer à côté, céder au populisme, au repli, ce serait perdre pied. Ce serait, pour tous les pays européens, s'effacer devant les géants de demain ; subir plutôt qu'agir, sortir de l'Histoire.

La France est là aussi à l'initiative pour que l'Union remette la croissance, l'emploi, au cœur de son projet. Nous avons été entendus avec le plan JUNCKER qui investit 315 milliards d'euros dans le numérique, la transition énergétique, les PME innovantes.

Cet été, lors de la crise grecque, François HOLLANDE s'était donné un objectif : que la Grèce reste dans l'euro. Avec Michel SAPIN, nous avons sonné l'alarme pour faire taire les égoïsmes. Nous avons

martelé que, sans solidarité, sans responsabilité, l'Europe était un projet sans âme et sans fondement. Oui, l'essentiel était en jeu. Nous n'avons ménagé aucun effort.

Et nous sommes parvenus à un accord. Les sceptiques prétendaient que c'était impossible ... Et pourtant, après avoir été adopté par notre Parlement, par d'autres, par le Parlement grec, il se met en place ! C'est vrai : un long chemin reste à parcourir. Mais, peu à peu, la Grèce relève la tête. Alexis TSIPRAS a fait, résolument, le choix de l'Euro, et donc, résolument, le choix de l'Union européenne ; le choix courageux d'agir, de réformer, d'assumer plutôt que celui, trop facile, de promettre l'impossible, qui aurait plongé la Grèce dans la catastrophe.

C'est une leçon politique et éthique pour toutes les gauches en Europe. Et moi, ici, en notre nom à tous, je veux lui adresser tout notre soutien pour la tâche difficile qui reste à accomplir.

*

Cette crise – les Français ne s'y sont pas trompés – a été historique. Nous en tirons les enseignements : rendre la zone euro plus efficace économiquement et plus légitime démocratiquement.

Cela suppose de doter – enfin ! – l'Euro d'un gouvernement économique, d'organiser la convergence financière, fiscale et sociale. La France, par la voix du chef de l'Etat, fera des propositions très prochainement. Et tous les termes comptent : financier, fiscal et social, car, trop souvent, on traite les uns au détriment des autres.

Nous faisons preuve de volontarisme et de constance en Europe ! Et nous disons à ceux qui confondent volontarisme et esprit belliqueux que rien ne s'est jamais construit sur la rancœur et le mépris. Confondre, c'est défaire l'Europe – et nous savons que certains s'y emploient. Dans une Europe dominée par les conservateurs, les lignes ont pourtant bougé : euro moins cher, plan JUNCKER, soutien à la Grèce. Et cela, nous le devons à François HOLLANDE !

2. Volontarisme et constance pour continuer de renforcer notre cohésion nationale

Volontarisme et constance sont aussi les maîtres-mots pour renforcer notre cohésion nationale.

Ce que les attentats de janvier ont révélé plus encore, ce sont les blessures profondes de notre société. Quand des enfants de la République souscrivent à l'idée qu'il faut avilir, éradiquer les différences, se rangent du côté de la barbarie contre la civilisation au sens le plus large, c'est que quelque chose s'est cassé.

Mais, si les terroristes ont frappé précisément notre liberté d'expression, nos valeurs de tolérance, de laïcité, c'est aussi parce qu'ils pensent qu'elles sont nocives et qu'il faut asservir ceux qui les incarnent. Or, la conquête de la liberté, l'invention de la laïcité, la passion de l'égalité – cet idéal émancipateur de l'Homme – c'est l'histoire, c'est l'identité de notre pays.

*

Si notre modèle républicain est affaibli. S'il n'est plus ce cadre protecteur et émancipateur, notre devoir c'est d'agir.

D'abord, par une lutte implacable.

Nous sommes en guerre contre un ennemi intérieur et extérieur – le radicalisme islamiste – dont les modes opératoires évoluent sans cesse et qui fait des dégâts considérables chez une partie de notre jeunesse.

Il faut donc traquer les individus, démanteler les cellules, protéger nos concitoyens, partout sur le territoire. Services de l'Etat, Justice, policiers, gendarmes, militaires, avec Bernard CAZENEUVE, Jean-Yves LE DRIAN, Christiane TAUBIRA sont totalement mobilisés. Dès 2012 – parce que nous étions lucides – nous avons renforcé nos moyens humains et matériels de lutte anti-terroriste. Nous avons décidé de les accroître encore. Nos armées sont déployées au Sahel et en Irak. Et nous avons donné à nos services, avec la loi sur le renseignement, les moyens d'être encore plus efficaces.

Et ce que nous devons dire, c'est que Marine LE PEN, l'extrême droite ont combattu ces décisions de protection des Français, tout comme la mise en place, au niveau européen, de la transmission des données des passagers – le PNR. Mais quel genre de patriotes sont-ils, eux qui montrent leur inconséquence, même pour défendre notre pays !

La République ne cédera jamais. Et la République, ce n'est seulement ses forces de l'ordre. C'est à nous tous, chacun à notre niveau, de réveiller notre civisme, d'être alertes et réactifs.

*

La fragilité de notre pacte républicain, ce n'est pas que la crise économique et sociale. C'est aussi une forme de déroute morale, une faiblesse qui a laissé l'antisémitisme, cette moisissure, faire son chemin, prospérer, s'enraciner, sans que nous nous sentions collectivement touchés.

Comment la France a-t-elle pu en arriver là ? Comment n'a-t-elle pas vu que cette lame de fond, ce poison lent, mais puissant, était une menace mortelle pour toute la République ?

Tant que les juifs de France ne seront pas tranquilles apaisés, la République ne pourra pas l'être non plus !

La haine des musulmans, les amalgames, le racisme, rongent la dignité de tant d'hommes et de femmes. Notre société est percluse par cette violence verbale, ces actes ravageurs.

Je l'ai dit, le 13 janvier, devant la représentation nationale : je refuse que les juifs de France puissent avoir peur, et je n'accepte pas que les musulmans de France puissent se sentir stigmatisés.

Il y a quelques jours, des criminels s'en sont pris à la Mosquée d'Auch. C'est une blessure insoutenable pour les fidèles. C'est aussi une attaque en règle contre la laïcité, qui protège la liberté de croire et de pratiquer.

Je veux dire aux musulmans de France notre solidarité et notre volonté de les protéger. Ils sont la France !

Tant que nos lieux de cultes – mosquées, synagogues, églises –, nos cimetières, seront pris pour cibles, nous ne baisserons pas la garde.

Les discriminations du fait de l'origine, de la couleur de peau, de la religion, de l'orientation sexuelle, ou parce que l'on est une femme, sont des humiliations quotidiennes. Des humiliations que nous ne pouvons accepter, parce que nous sommes de gauche. Et nous proposerons un projet de loi pour l'égalité et contre les discriminations, qui prendra en compte les travaux parlementaires, notamment ceux de Razzy HAMMADI.

*

Agir, c'est corriger les faiblesses de nos politiques publiques, regarder les brèches dans le fonctionnement de nos institutions, au premier rang desquelles – parce que c'est le pilier de notre pacte républicain – notre système éducatif.

Avec volontarisme, nous avons engagé la refondation de l'Ecole. Et avec constance – Najat VALLAUD-BELKACEM y veille – nous allons en mener tous les chantiers : recrutement en cinq ans de 60 000 enseignants – 35 200 l'ont déjà été –, priorité donnée au primaire, rythmes scolaires, éducation prioritaire, formation des professeurs, réforme des programmes, du collège. Et j'y ajoute la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire. Un coup de pouce important pour les familles !

A quelques jours de la rentrée, rappelons que ces chantiers n'ont qu'un seul objectif : redonner à l'école républicaine son sens et sa vocation : instruire, former, émanciper le citoyen. Notre école, parce qu'elle s'est adressée à tous, a longtemps permis à chacun de prendre place dans une histoire commune, de se reconnaître dans des mêmes valeurs, de s'élever, d'aller plus loin. Cette école, c'est notre projet de société.

S'il ne devait y avoir qu'un enjeu sur lequel nous rassembler – gauche et droite – c'est celui de notre système scolaire. Il ne peut souffrir aucune instrumentalisation politicienne. Aucun procès d'intention. Aucune tactique personnelle. Car il y va de l'avenir de notre jeunesse, de notre pays.

Alain JUPPÉ a fait des propositions, certaines de bon sens, qui recourent d'ailleurs beaucoup ce que nous avons fait. Il faut d'ailleurs le lui dire ! Mais pardon, quel est projet éducatif de la droite ? Celui d'Alain JUPPÉ ? Celui, inquiétant, de Bruno LE MAIRE ? Celui de François FILLON ou de Nicolas SARKOZY qui, aux responsabilités, ont sapé les fondements de notre école ? La droite n'a pas de cohérence sur ce sujet. C'est-à-dire qu'elle n'a pas de vision et donc pas d'ambition pour l'école de la République.

Chers amis,

Au lendemain du 11 janvier, devant la sidération, la France s'est d'abord retournée vers l'école, s'interrogeant sur ce qui y était transmis. C'est logique. Des mesures ont alors été prises pour mieux y promouvoir la citoyenneté.

L'Ecole, c'est beaucoup. C'est essentiel. Mais, dans une société qui a changé, qui est devenue plus complexe, l'école ne peut pas tout.

Car il y a aussi les failles béantes sur notre territoire qu'il faut combler. La promesse républicaine, c'est l'égalité partout. Or cette égalité s'est étiolée.

Elle s'est étiolée, sous l'effet de la crise économique, des mutations industrielles, du déménagement des services publics, mais aussi sous l'effet de politiques publiques qui, de fait, n'ont pas endigué la paupérisation, la ségrégation, la ghettoïsation.

Avoir 20 ans dans un village ou dans un quartier classé en politique de la ville, ce n'est pas vivre la même expérience, ni avoir les mêmes opportunités que d'avoir 20 ans dans un centre riche d'une métropole dynamique. Habiter dans une zone où le chômage est la norme, c'est souvent vivre sans autre perspective que la mise en retrait du monde autour de soi.

Comme le dit Malek BOUTIH, ce sont dans ces brèches que grandissent le radicalisme, pas seulement islamiste, mais aussi la rancœur, la défiance généralisée, l'envie de tout envoyer balader, la violence, la délinquance, l'intolérance.

Pas de fausses promesses ! Casser ces logiques d'isolement, de désespérance, c'est une tâche immense. Il faudra du temps. En d'autres termes : du volontarisme et de la constance.

La volonté, nous l'avons. Nous avons pris les sujets à bras le corps. Pour construire des logements ! Répartir le logement social ! Réformer la politique de la ville ! Développer les équipements, les infrastructures en métropole et Outre-mer ! Apporter le Très Haut Débit, partout ! Ramener les services publics – transports, santé, emploi – dans les quartiers populaires, dans les espaces ruraux !

C'est ce que je rappelle sans cesse, lors de mes déplacements, pour affirmer que l'Etat est là, qu'il ne laisse tomber personne grâce notamment aux contrats de plan Etat-Région, aux contrats de ville.

Nous sommes à quelques semaines des élections régionales, de la naissance de cette nouvelle France des territoires que nous avons portée. Ce que nous faisons pour nos collectivités, pour notre démocratie locale, avec le non-cumul, la parité, nous devons le revendiquer.

3. Volontarisme et constance pour continuer de construire le rassemblement des progressistes

Mes chers amis,

S'il nous faut faire preuve de volontarisme et de constance, c'est, enfin, parce que les forces de progrès ont rarement été aussi fragmentées dans notre pays.

Face à nous, il y a une extrême droite qui ose se dire « républicaine », qui prétend parler au nom du peuple mais dont le programme s'en prend d'abord aux petites gens, aux plus fragiles. Derrière cette vulgaire saga familiale, se profile le risque d'un désastre national.

Quand un responsable du patronat dit qu'il n'hésitera pas à voter pour le FN ; quand un économiste connu appelle à la constitution d'un front anti-euro ; quand un diocèse invite une députée frontiste, ce sont des barrières qui tombent. Et donc, il ne faut rien abandonner du combat que nous avons mené, notamment lors des municipales, des départementales. Qui le fera, si nous ne le faisons pas ?

Car, beaucoup, à droite, sont perdus. Beaucoup semblent prêts à sacrifier leurs principes.

Plutôt que tirer les leçons de ses échecs, la droite préfère nous faire cet éternel procès en légitimité.

Comme vous, j'écoute, j'observe, mais ce que je vois derrière cette envie de revanche de l'ancien Président de la République, c'est que la droite n'a rien à proposer. Elle cherche seulement à s'imposer.

Oui, cher Jean-Christophe, c'est une forme inédite de « bloc réactionnaire » que nous avons à affronter.

Au sein de ce bloc, certains veulent une communauté nationale basée, pas sur la libre adhésion à un projet, mais sur l'exclusion. D'autres défendent une société du chacun pour soi, avec toujours moins de protections, moins de services publics, moins d'Etat. Mais le résultat serait le même : une société dure, faite de divisions et de discriminations.

Alors, il nous faut du volontarisme et de la constance pour répondre à deux exigences : le rassemblement et le renouvellement.

Rassemblement, car mesurons la responsabilité qui est la nôtre ! Nous – la gauche – devons être les remparts de la République, incarner l'unité de la Nation. Or, comment l'incarner, si nous-mêmes, nous sommes divisés ?

Devant nous, il y a une échéance importante, capitale : les élections régionales, avec de nouvelles grandes régions. C'est unie que la gauche – socialiste, écologiste, radicale ! – doit combattre, dès le premier tour, dans le Nord-Pas-de-Calais et Picardie, en Provence Alpes-Côte d'Azur. Et partout en France.

La gauche est grande, la gauche est victorieuse quand elle sort de son nombrilisme pour s'adresser à tous, sans exclusive, sans petits calculs, sans sectarisme. Nous devons parler exclusivement aux Français. Et à pas à nous-mêmes. Nous devons être le parti de la Nation. Alors construisons cette « belle alliance populaire », cher Jean-Christophe. Redonnons cette

envie militante. Organisons ce dépassement de ce qui nous différencie, pour nous rassembler autour de l'essentiel : égalité, solidarité, laïcité, progrès, écologie, qu'il faut traduire en actes concrets.

J'en viens pour cela à la deuxième exigence : le renouvellement. Celui des talents, bien sûr. Mais aussi des idées.

L'année 2016 marquera un double anniversaire : le centenaire de la naissance de François MITTERRAND, et le 80^e anniversaire de la victoire du Front populaire, c'est-à-dire les congés payés, la représentation des salariés, la culture accessible à tous !

Moi, je prends toute la gauche, son histoire, ses conquêtes, ses victoires, ses défaites. Et la gauche, c'est le progrès, le mouvement. Il faut évoluer, bousculer certains de nos tabous, penser l'avenir pour le façonner. Il faut confronter nos certitudes à ce monde en mutation. Ma conviction, c'est que si le monde n'a jamais eu autant besoin de la France, la France n'a jamais eu autant besoin de la gauche.

Et quelle magnifique opportunité que la Conférence Paris Climat 2015 ! Qui mieux que nous pour porter ce message de solidarité entre les peuples ? Pour dire que, face à l'évidence du risque climatique – records de température, catastrophes naturelles – il faut un internationalisme de combat, une mobilisation planétaire. Le Président de la République, Laurent FABIUS, Ségolène ROYAL œuvrent sans relâche pour parvenir à un accord contraignant quant aux émissions de gaz à effets de serre, pour contrer le réchauffement climatique, promouvoir une croissance verte.

* *

Chers amis,

J'ai souvent parlé de cette difficulté de se réinventer au pouvoir ... Je nous regarde, cher Jean-Christophe, chers amis ... Eh bien, je me dis que ce défi immense, nous sommes en train de l'accomplir, d'écrire une page nouvelle de la social-démocratie.

Nous le devons à un homme, un homme d'Etat qui, depuis la victoire de 2012, avec autorité, pugnacité, sang-froid, préside à la destinée de notre pays. Nous le devons à François HOLLANDE ! Et je veux dire à quel point nous sommes engagés à ses côtés, dire notre estime, notre loyauté pour continuer l'action que nous menons, notre fierté d'être à ses côtés. Toute notre fierté !

Soyons fiers de cette gauche qui a compris que volontarisme et constance sont les clefs de la réussite. Et nous allons réussir. Pas pour nous ! Mais pour notre pays !

Soyons fiers des valeurs de la gauche : égalité, protection, travail, émancipation !

Fiers de cette gauche que sait conjuguer efficacité économique et solidarité ! Qui généralise le tiers payant, grâce à la mobilisation de Marisol TOURAINE, qui crée des emplois d'avenir, qui revalorise et réforme le RSA !

De cette gauche qui n'a aucune leçon à recevoir en matière de sécurité !

Soyons fiers de cette gauche qui refuse la facilité d'accumuler une dette que nous léguerions à nos enfants !

Fiers de cette gauche qui réforme notre pays, notre Etat, pour redonner toute son autorité à la puissance publique, rendre son action plus économe et plus proche des besoins de nos concitoyens !

Fiers de cette gauche qui revendique la Nation, la patrie, la laïcité. Qui s'entête, et s'entêtera toujours à faire briller les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, qui font battre nos cœurs.

Cette gauche dont l'histoire a du génie, et qui a toujours nourri le génie de la France. Ayons confiance en ce que nous avons été, et ce que nous sommes, et en tout ce que nous allons inventer.

Ayons confiance en notre force. La force de la République, la force de ce pays que nous aimons !

Vive la République et vive la France !

* * *